

Propriété intellectuelle et information du secteur public :

considérations générales

Gouvernement du Kenya et OMPI
14 juin 2019

Paul F. Uhlir, J.D.
Consultant, Information Policy and Management
New York, États-Unis d'Amérique
pfuhlr@gmail.com

La communication est l'affaire de tous. Pour communiquer, nous utilisons tous nos sens et avons recours à différentes méthodes selon le contexte. En outre, certaines formes de communication nous sont plus faciles que d'autres.

Le présent exposé porte sur la principale source et le principal type d'information utilisée dans nos sociétés, partout dans le monde et en tout temps, à savoir l'information du secteur public, et traite des réseaux numériques ainsi que de la gestion de la propriété intellectuelle dans ce contexte (diapositive suivante).



Propriété intellectuelle et information du secteur public

Qu'est-ce que "l'information du secteur public"?

L'information du secteur public peut être définie comme "une catégorie de documents et d'ensembles de données qui font l'objet de droits juridiques et qui comprennent des œuvres de toute nature, notamment des données, statistiques, métadonnées, documents administratifs, dossiers, compilations, bases de données et autres ressources en matière d'information, produites ou conservées à des fins officielles par des organismes du secteur public [d'État]."

Propriété intellectuelle et information du secteur public

Mes observations en un client d'œil :

- ▶ Nouvel environnement pour l'information du secteur public
- ▶ Principes directeurs régissant le nouvel environnement
- ▶ L'importance de la transparence
- ▶ Limitations légitimes à la transparence
- ▶ Modèles existants et émergents
- ▶ Quelques observations pour l'avenir

Propriété intellectuelle et information du secteur public

Documents imprimés contre réseaux numériques : comparaison de quelques caractéristiques essentielles

DOCUMENTS IMPRIMÉS

- ▶ Ère (pré) industrielle
- ▶ fixes, statiques
- ▶ rigides
- ▶ matériels
- ▶ locaux
- ▶ linéaires
- ▶ contenu et types limités
- ▶ diffusion difficile, lente
- ▶ copie fastidieuse, imparfaite
- ▶ coût marginal de diffusion élevé
- ▶ utilisateur unique (ou petit groupe)
- ▶ production centralisée
- ▶ diffusion lente des connaissances

RÉSEAUX NUMÉRIQUES MONDIAUX

Ère de l'information postindustrielle
évolutifs, interactifs
adaptables, modulables
"virtuels"
mondiaux
non linéaires, asynchrones
contenus illimités, multimédia
diffusion facile et immédiate
copie simple et identique
coût marginal de diffusion quasi nul
utilisateurs multiples et divers
production décentralisée
diffusion accélérée des connaissances

Propriété intellectuelle et information du secteur public

Principes régissant la déconstruction du modèle fondé sur des documents imprimés et la reconstruction d'un modèle dans l'environnement numérique :

Bien public – le principe économique

Domaine public – le principe juridique

Intérêt général – le principe sociopolitique

Propriété intellectuelle et information du secteur public

Principe économique 1

**Maximiser les aspects de l'information du secteur public liés au
concept de bien public**

Bien public = inépuisable et inaliénable

L'information du secteur public est un bien "quasi" public

Propriété intellectuelle et information du secteur public

Principe économique 2

**Tirer parti du coût marginal quasiment nul de diffusion de
l'information du secteur public**

Propriété intellectuelle et information du secteur public

Principe économique 3

Réduire “la fracture numérique” doit notamment consister à réduire l’“écart entre les contenus”, en particulier pour l’information du secteur public

Propriété intellectuelle et information du secteur public

Principe juridique

Maximiser la valeur de l'information du secteur public sur les réseaux numériques en favorisant et en encourageant sa réutilisation à large échelle dans le domaine public

Propriété intellectuelle et information du secteur public

Principe sociopolitique

**La transparence de l'information du secteur public permet de
servir au mieux l'intérêt général**

Propriété intellectuelle et information du secteur public

Le libre accès à l'information du secteur public et sa libre utilisation présentent de nombreux avantages :

Avantages économiques

- **Croissance économique**
- **Meilleur retour sur les investissements dans les activités liées aux données et à l'information, en raison d'effets de réseau**

Renforcement du bien-être social

- **Avantages pour la société, aux niveaux individuel et collectif**
- **Réponse aux attentes de la société en matière d'accès à l'information numérique et d'utilisation de cette information**
- **Effets bénéfiques concernant la réputation**
- **Mise en œuvre de principes éthiques**

Propriété intellectuelle et information du secteur public

**Avantages du libre accès et de la libre utilisation de
l'information du secteur public (suite) :**

**Plus grande efficacité dans la gouvernance et
l'élaboration des politiques**

- ▶ **Meilleures prises de décisions**
- ▶ **Exemplarité et influence**
- ▶ **Renforcement des capacités dans les pays en développement**
- ▶ **Mise en œuvre des objectifs des pays en développement en matière de "rapatriement des données"**
- ▶ **Liberté et confiance**

Propriété intellectuelle et information du secteur public

**Avantages du libre accès et de la libre utilisation de
l'information du secteur public (suite) :**

**Stimuler la recherche, l'innovation et les possibilités en
matière d'enseignement**

- ▶ **Vérification de résultats déjà établis**
- ▶ **Amélioration de la recherche interdisciplinaire et internationale**
- ▶ **Extraction de données et de textes**
- ▶ **Interopérabilité dans la création de nouveaux jeux de données**
- ▶ **Réduction des inefficacités, y compris la duplication des travaux de recherche**
- ▶ **Science citoyenne et production participative**
- ▶ **Applications en aval et innovation commerciale**
- ▶ **Formation des nouvelles générations**

Propriété intellectuelle et information du secteur public

Restrictions légitimes à l'accès aux données et à l'information publiques :

- ▶ Sûreté et sécurité nationales
- ▶ Respect de la vie privée
- ▶ Confidentialité
- ▶ Respect des droits exclusifs d'organismes privés/publics ou du potentiel commercial de la recherche
- ▶ Utilisation exclusive de l'information avant la publication (embargo)
- ▶ Restrictions pour des motifs précis (p. ex., espèces menacées ou fouilles archéologiques)

Propriété intellectuelle et information du secteur public

Répercussions générales de restrictions excessives (économiques, juridiques, politiques, scientifiques et techniques) sur les sources publiques et universitaires :

- 1) Coûts plus élevés (monopolisation de biens publics, frais de transaction)
- 2) Coûts liés aux occasions manquées (outils automatisés de découverte des connaissances, impossibilité de tirer pleinement profit des investissements publics à des fins socio-économiques)
- 3) Obstacles à l'innovation (nouvelles utilisations découvertes par hasard)
- 4) Coopération et formation moins efficaces
- 5) Écart croissant entre les pays de l'OCDE et les pays en développement

La *transparence* doit donc être la règle par défaut, selon le principe "aussi ouvert que possible mais suffisamment fermé", sous réserve uniquement d'exceptions légitimes et justifiées. Mais comment y parvenir?

Propriété intellectuelle et information du secteur public

Modèles numériques existants pour différents types d'informations :

- ▶ **Logiciels *open-source*** (p. ex., Linux et une multitude d'autres logiciels dans le monde)
- ▶ **Archives et bases de données à libre accès** (p. ex., GenBank ou données d'archives du télescope Hubble)
- ▶ **Réseaux fédérés de données à libre accès** (p. ex., World Data System, Centre d'information sur la biodiversité mondiale)
- ▶ **Revues en libre accès** (p. ex., plus de 13 000 revues scientifiques dans 130 pays, comme SciELO ou Bioline International);
- ▶ **Référentiels ouverts de publications universitaires** (plus de 4000 publications officiellement enregistrées dans le monde sur le site Web OpenDOAR (annuaire mondial des dépôts en libre accès), et des milliers non enregistrées)
- ▶ **Référentiels ouverts de publications sur un sujet donné** (p. ex., arXiv, CogPrints, PubMedCentral aux États-Unis d'Amérique et au Royaume-Uni);
- ▶ **Programmes universitaires gratuits et cours en ligne** (p. ex., plateforme OpenCourseWare du MIT)
- ▶ **Initiatives en ligne des services publics** (Data.gov aux États-Unis d'Amérique, de nombreuses autres dans le monde)
- ▶ **Nouvelles formes de patrimoines communs intégrés (disciplines ou applications), productions communes de l'information et environnements thématiques de libre accès aux savoirs** (p. ex., observatoires virtuels, encyclopédies wiki, portails diversifiés).

Propriété intellectuelle et information du secteur public

Enjeux futurs associés à l'information du secteur public

- ▶ **Transparence et utilisation des droits de propriété intellectuelle**
- ▶ **Classification à outrance ou restrictions trop étendues**
- ▶ **Partenariats public-privé**
- ▶ **Normes et attitudes socioculturelles**
- ▶ **Viabilité sur le long terme des données et de l'information numériques**
- ▶ **Outils automatisés de découverte des connaissances**
- ▶ **Information du secteur public faciliter la prise de décisions**
- ▶ **Information du secteur public aux fins de développement**

Références

Travaux choisis par l'auteur à ce sujet (accessibles gratuitement en ligne) :

- ❑ *The Role of S&T Data and Information in the Public Domain*, ed., (National Academy of Sciences – NAS, 2003).
- ❑ *Principes directeurs de l'UNESCO pour le développement et la promotion de l'information du domaine public gouvernemental* (2004).
- ❑ *Recommandation concernant les Principes et lignes directrices de l'OCDE pour l'accès aux données de la recherche financée sur fonds publics*, coauteur, l'Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE] (2008).
- ❑ *The Socioeconomic Effects of Public Sector Information Online: Toward a Better Understanding of Access and Reuse Policies*, ed. (NAS, 2009).
- ❑ *The Case for International Sharing of Scientific Data: A Focus on Developing Countries*, Bailey–Mathae and Uhler, eds. (NAS, 2011).
- ❑ *The Value of Open Data Sharing*, CODATA (2015).